



Rhône-Alpes Région

ESS, acteur du développement territorial

Rencontre du 21 juin 2011, Mairie de Saillans

Le territoire de la zone d'emploi CREST-DIE



- ▶ Augmentation de la population +1% par an entre 1999 et 2007, du fait du seul **solde migratoire +1%**
total actuel 38 873 habitants
- ▶ **20% personnes de 65 ans et plus (16% pour RA) et 31% de retraités (25% RA)**, et augmentation des 45-59 ans et des plus de 75 ans (tendance similaire en RA)
- ▶ **Augmentation du nombre de ménages composés d'une seule personne** (+ 27% entre 1999 et 2007 pour la zone d'emploi contre +20% pour RA)
- ▶ 30% de couples sans enfant (jeunes couples ou couples dont les enfants sont partis du foyer) contre 27% RA
- ▶ 7.6% de familles monoparentales (8% RA)

**= 1/3 des ménages d'une personne,
1/3 de ménages sans enfant,
1/3 ménages avec enfants**

La population et les familles de la ZE

(chiffres 2007)

- Le vieillissement de la population, la modification des familles entraînent une redéfinition de nouveaux besoins et de nouvelles modalités de services aux personnes et à la famille.
- Quelles nouvelles formes de solidarité entre les générations, les ménages et les familles ?

▶ Établissements actifs par secteurs d'activités au 31/12/2008

Secteur d'activités	Crest-Die	Rhône-Alpes
Agriculture	29.3%	9.9%
industrie	6.2%	6.9%
construction	8.5%	9.9%
Commerce, services, transports	14.2%	57.7%
Administration, enseignements, santé, action sociale	13.9%	15.6%

▶ Taille des établissements

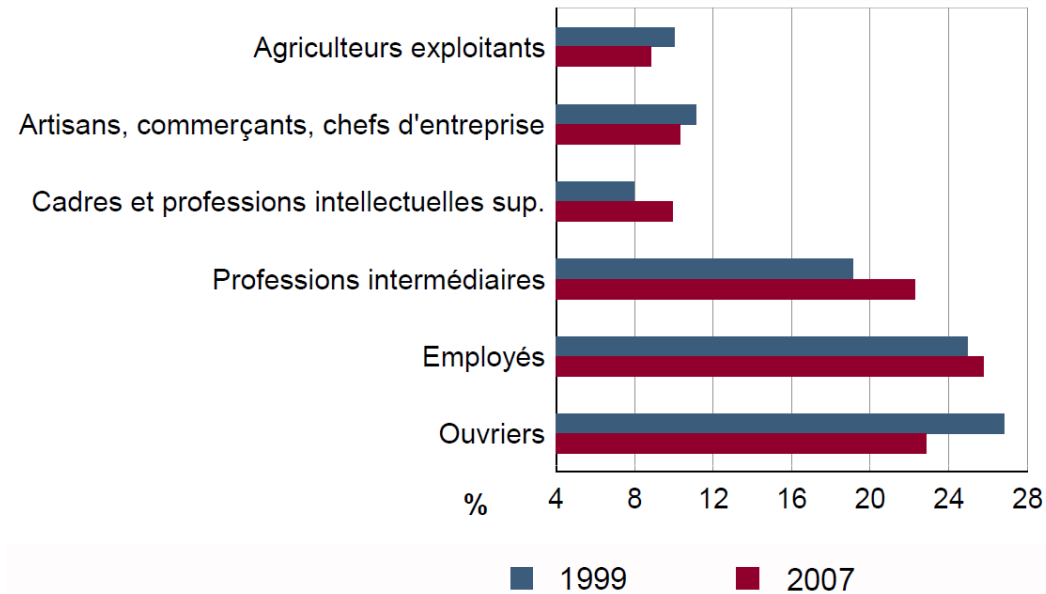
Taille des établissements	Zone d'emploi Crest-Die	Rhône-Alpes
0 salariés	70% (agriculture et commerce)	62%
1 à 9 salariés	25% (transports et industrie)	30%
10 salariés et +	5% (action sociale et industrie)	8%

Economie : les secteurs d'activités

(chiffres 2007)

- Émiettement des établissements agricoles et commerciaux
- Au contraire, établissements de grandes tailles dans l'action sociale et l'industrie

► Emplois par catégorie socioprofessionnelle



**Catégories
socioprofessionnelles**
(chiffres 2007)

• On constate une diminution des emplois agricoles, commerçants et ouvriers entre 1999 et 2007

= quel soutien à ces CSP en difficultés?

• Alors que les professions intermédiaires et les employés, dans une moindre mesure, augmente.

- ▶ 72% population est active (23 859 personnes) dont 64% actifs occupés

= Taux de chômage passé de 8% en 2007 à 11.2% en 2010

Augmentation importante du chômage par rapport à l'ensemble de RA, **et fragilisation de l'emploi des plus de 50 ans.**

- ▶ Population inactive est de 28% (27% RA)
 - ▶ **8% élèves étudiants (11% RA)**
 - ▶ 10% retraités et préretraités (8% RA)
 - ▶ 9% autres inactifs (9% RA)
- ▶ 77% d'emplois salariés (contre 88% RA) et 23% de non-salariés (contre 12% RA)
- ▶ **Dont près 25% à temps partiel (19% RA)**
- ▶ **13,5% de travailleurs indépendants contre 6% RA**

= Peu de jeunes scolarisés, un vieillissement des chômeurs, et un taux important de travailleurs indépendants

La population active et les formes emplois

(chiffres 2007)

- Quel emploi pour les personnes de plus de 50 ans ?
- Temps partiel choisi ou subi?
- Comment le travail indépendant peut-il favoriser le développement du territoire ? (structuration et mutualisation face à l'éparpillement)

- ▶ **45% des ménages sont fiscalisés**
(57% en RA)
- ▶ **Niveau de vie inférieur à RA :**
Revenu médian en 2007 : 16 129 euros contre 18 814 euros en RA
- ▶ **Même proportion de revenus faibles** (jusqu'au SMIC) dans la zone d'emploi et RA

Revenus et niveaux de vie

- constat = FAIBLE REVENU MEDIAN
- Sobriété volontaire ou subie?
- Quel effet du temps partiel subi ?
- Quel effet des qualifications ?
- Revenu médian plus faible car moins de revenus élevés déclarés sur le territoire
- Quelle consolidation du revenu par rapport à la précarité monétaire?

- ▶ 24142 logements sur le territoire
- ▶ **70% de résidences principales (82% RA)**
- ▶ **24% de résidences secondaires (12% RA)**
- ▶ **6% de locataires en logement sociaux** (sur 29% de locataires) contre 15% en RA (avec 40% locataires)

Logement en 2007

- Quel entretien des propriétés ?
- Quelle accessibilité au logement pour les jeunes ?
- Comment adapter le logement aux mutations familiales et au vieillissement de la population ?
- Quelles possibilités de logement pour les populations les plus pauvres ? (peu de logements sociaux)

- ▶ Taux de scolarisation des 2-5ans identique dans la zone d'emploi et dans RA.
- ▶ Mais 60% des 18-25ans non scolarisés (48% en RA)
- ▶ Principale différence au niveau de la formation professionnelle (en proportion, moins de CAP dans ZE que RA)

L'éducation et formation en 2007

- Quelle activité des 18-25ans ?
- Quels besoins et quelle offre de formation pour cette population ?

- Les chiffres 2007 pour la zone d'emploi Crest/Die:
 - 20% des établissements employeurs relève de l'ESS
 - Entre 17 et 18 % de l'emploi salarié relève de l'ESS (17.8% en 2002)
- implantation ancienne de l'ESS dans l'agriculture et l'action sociale (les plus grands établissements sont dans l'action sociale à l'exemple de la Croix-Rouge, de l'IMP Fontlaure, et du centre Regain ainsi que dans l'agriculture avec la cave coopérative Jaillance)
- Actuellement, développement dans la culture et l'artisanat.
- des établissements de l'ESS plutôt de petite taille =
Effectif moyen de 6 salariés (moyenne des entreprises du territoire 3.5 salariés)
- Faible représentation de la mutualité et des coopératives bancaire (concentration sur Valence ?)
- émergence récente des SCOP, SCIC et CAE

Le poids de l'ESS locale

- une stabilité relative des effectifs entre 2002-2007
- ESS locale riche en diversité (nombreuses structures dans des activités variées)
- Deux générations d'ESS?
- Une distinction entre gestion d'équipements et gestion de services aux personnes

- ▶ 1/3 des établissements agricoles employeurs sont dans l'ESS (coopératives agricoles, CUMA, GAEC).
- ▶ Des acteurs importants du territoire :
Coopérative Jaillance 2^{ème} acteur économique du territoire en 2005
- ▶ ESS est active dans la promotion de l'agriculture biologique (Agribiodrome) :
l'agriculture biologique est un axe important du développement agricole local (1^{er} département de France pour la production agricole).

De l'agriculture au développement rural

- De la production agricole au développement rural ?
- Quelles dynamiques intersectorielles et transversales (agriculture/culture, agriculture/tourisme, agriculture/santé)?

- ▶ **Présence importante des établissements d'action sociale** sur le territoire : 38% des salariés de l'ESS dans ce secteur
- ▶ De nombreux établissements sont des organisations nationales (Croix Rouge, fondations), qui, par rationalisation économique et évolutions sociétales, peuvent être poussés à se concentrer, donc à quitter le territoire.
- ▶ Renforcement des **services à la population (plus flexibles)**

Action sociale : renforcement et diversification

- Comment maintenir les activités et les emplois sur le territoire?
- Comment faire évoluer les activités en fonction des besoins des différentes populations?
- Comment consolider et qualifier les emplois ?

- ▶ **Les activités culturelles représente 18%** des salariés de l'ESS.
- ▶ Le secteur culturel est un atout pour l'attractivité du territoire.
- ▶ **Trois stratégies à l'œuvre sur le territoire:**
 - développement de partenariat intersectoriel : ex Fête des caprines
 - diversification des activités (formation, accompagnement à la création artistique locale, gestion de salle, animation dans les écoles)
 - mixité entre pratiques professionnelles et bénévolat

**Culture:
reterritorialiser et
ancrer les activités**

- Comment consolider le secteur culturel local autrement qu' en vitrine du territoire, pour participer au développement socioculturel de l'ensemble des habitants ?
- Comment favoriser les interactions entre différents secteurs d'activité pour un développement cohérent à long terme ?

▶ **Bien que le tourisme soit une des activités principales du territoire, l'ESS est peu présente dans ce secteur**

- 17 établissements et une cinquantaine de salariés en 2005
- Peu de lieux d'accueil collectifs contrairement à d'autres territoires.
- revenus complémentaires pour de nombreuses personnes (agriculteurs, retraités, artisans, propriétaires....)
- activité prise en charge par l'entrepreneuriat individuel.
- activité en direction d'un tourisme solidaire hors du territoire (organisation de voyage en France ou à l'international)

Tourisme : favoriser une activité collective

- **Le tourisme, ressource économique et ouverture sur le monde extérieur? Quelle possibilité d'échanges?**
- **Comment favoriser la lisibilité et la structuration de la filière actuelle ?**
- **Existe-t-il des demandes non-couvertes pour un accueil collectif à ce jour ?**

Les forces de l'ESS sur le territoire

- ▶ Une économie sociale indispensable à l'économie du territoire en terme d'emplois salariés et de services à la personne.
- ▶ Une ESS qui participe à l'attractivité du territoire grâce au secteur agricole bio, à la culture, à l'artisanat, à l'éco-construction...
- ▶ Un territoire attractif pour une population jeune qui veut développer des projets affinitaires
- ▶ La présence d'organisations transversales d'animation qui peuvent jouer un rôle d'intermédiation

Les faiblesses de l'ESS sur le territoire

- ▶ Une ESS relativement segmentée : frein à la transversalité
- ▶ Une ESS institutionnelle (banques et mutuelles) peu investie sur le territoire : frein à la mobilisation de ressources endogènes
- ▶ Une ESS de petits collectifs : frein à la construction d'un projet global
- ▶ Une ESS tournée vers l'extérieur : frein à l'inter-reconnaissance
- ▶ Une ESS innovante mais peu structurée pour se diffuser et produire des effets d'entraînement sur le territoire

Quel développement de l'ESS par rapport au développement du territoire ?

1. Comment, l'ESS au-delà de son poids relatif, influence-t-elle le mode de développement du territoire ? Avec quelles limites ?
2. Comment les acteurs de l'ESS peuvent-ils participer à la construction d'un projet partagé de territoire ?
3. Comment l'ESS peut-elle enrichir le projet du territoire ?
4. Quelles modalités de consolidation de l'ESS sur le territoire ?
5. Quel est le niveau de territoire pertinent ? (intercommunalités, CDDRA, zone d'emploi, Biovallée...?)
6. Quelles transversalités (politiques et économiques) fondent l'identité territoriale de l'ESS ?
7. Comment le projet Biovallée peut-il aider au développement et à la consolidation du secteur de l'ESS ?